



Hommage symbolique aux Palestiniens : le silence de la mairie de Paris

Description

Le 3 juillet dernier, un vœu a été adopté au Conseil de Paris. La tour Eiffel devait s'éteindre, en hommage aux victimes palestiniennes du génocide à Gaza. Trois semaines plus tard, aucune mesure n'a été mise en place. Les tergiversations de la mairie ont lentement un malaise autour de la question palestinienne dans les rangs de la majorité municipale.

Par l'Agence Média Palestine, le 24 juillet 2025.

A photograph of a woman with dark hair, wearing a dark top, sitting at a conference table. She has her right hand pressed against her forehead, suggesting distress or frustration. The setting appears to be a formal meeting room with wood-paneled walls and a microphone in front of her. The text is overlaid on the image.

Hommage symbolique aux Palestiniens, le silence de la mairie de Paris

C'était la septième fois que les écologistes tentaient de faire passer un vœu pour la Palestine au conseil de Paris. Cette fois-ci, c'est la bonne. Le 3 juillet, la dernière mouture en date est adoptée. La ville de Paris devait dès lors éteindre la Tour Eiffel pour rendre hommage à l'ensemble des civils palestiniens et israéliens tués et décerner la citoyenneté d'honneur aux victimes palestiniennes. (ndlr, les otages israéliens détenus par le Hamas après le 7 octobre ont tous reçu cette même distinction symbolique en 2024).

La mairie de Paris préfère garder le silence

Trois semaines après l'adoption de ce vote à main levée, les membres des groupes écologistes et communistes (les deux forces motrices au Conseil de Paris sur ces vœux) attendent toujours qu'on les informe de la date d'extinction de la Tour Eiffel, et ce malgré un courrier de Fatoumata Konaté (présidente du groupe *Les écologistes* au Conseil de Paris) envoyé à la maire de Paris Anne Hidalgo (PS) au lendemain du vote le 4 juillet.

Ce courrier, qui demandait notamment *« la date retenue pour l'extinction de la Tour Eiffel dans ce cadre, ainsi que les modalités d'inscription à l'ordre du jour du prochain Conseil de Paris de l'attribution de la Citoyenneté d'honneur aux victimes civiles palestiniennes »*, est resté lettre morte. Contacté par l'Agence Média Palestine, le vice-président du groupe *Les écologistes* Jérôme Gleizes, déplore cette situation: *« ils n'ont pas pris position contre mais c'est le silence qui domine »*.

Ce silence est d'autant plus suspect que des mesures similaires ont déjà été prises par la mairie de Paris, en soutien aux populations du Haut-Karabagh en 2023 par exemple (vote à l'unanimité pour la citoyenneté d'honneur). Même chose pour l'Ukraine en février 2025, lorsque la tour Eiffel était illuminée aux couleurs du drapeau national. Dès lors, il est difficile de ne pas y voir une forme de « deux poids deux mesures ».

De son côté, Jérôme Gleizes pointe *« un manque de courage politique, peut-être qu'elle ne veut pas se fâcher avec certaines personnes ! mais ça reste un manque de courage »*. Pour maintenir le rapport de force, les groupes écologiste et communiste ont donc décidé de remettre une pièce dans la machine, en publiant un communiqué commun, mardi 22 juillet : *« On a remis la pression pour que le vœu soit mis en œuvre »*, explique-t-il.

Dans ce nouveau courrier, les élus font appel à *« l'héritage historique de Paris, capitale des droits humains, qui a le devoir de se dresser contre l'horreur, d'interpeller les consciences et de faire entendre une voix claire pour la paix, la justice et la dignité humaine »*. Ils dénoncent un *« silence assourdissant, alors que la situation humanitaire à Gaza franchit chaque jour un peu plus les limites de l'insoutenable »*. Jérôme Gleizes s'interroge : *« On a des propositions nocives de la part de ministres israéliens, des assassinats ciblés de journalistes, qu'est-ce qu'il faut de plus ? On a dépassé toutes les lignes rouges depuis longtemps [à ? !.] Aujourd'hui il faut arrêter de discuter, il faut agir, c'est de l'hypocrisie meurtrière »*.

Ce vœu symbolique révèle les fractures politiques au sein du Conseil de Paris

Cette nouvelle affaire est aussi révélatrice des fractures sur la question du génocide à Gaza au sein de la majorité municipale au conseil de Paris. Si les écologistes et les communistes penchent

depuis longtemps pour la mise en place de mesures Ã l'Ã©chelle de la mairie en soutien au peuple palestinien, chez les socialistes la question est loin de faire l'unanimitÃ©. Pour preuve, un autre vÃ©u similaire prÃ©sentÃ© le mÃªme jour par les communistes a Ã©tÃ© rejetÃ©. Sur les socialistes sÃ©tant exprimÃ©s, onze avaient votÃ© en faveur, douze contre.

Par ailleurs, les lignes bougent au sein de la majoritÃ© municipale Ã mesure que le gÃ©nocide Ã Gaza s'intensifie. Certains Ã©lus qui hÃ©sitaient hier se mobilisent aujourd'hui. Les bombardements incessants, la famine d'une population entiÃ¨re orchestrÃ©e par le blocus israÃ©lien, le bilan humain qui ne cesse de s'alourdir, les condamnations Ã rÃ©pÃ©tition du gÃ©nocide Ã Gaza par les organisations internationales, ont eu raison des positions d'abord timorÃ©es d'un certain nombre de politiques.

Un autre changement a permis de faire avancer les choses : la dÃ©signation d'Emmanuel GrÃ©goire pour reprÃ©senter le Parti socialiste aux Ã©lections municipales de 2026. Des Ã©lus d'ordinaire plus silencieux sur la question ont depuis affirmÃ© leur soutien Ã la mise en place de mesures symboliques en faveur des civils palestiniens plus facilement car *Ã la plupart des soutiens Ã Emmanuel GrÃ©goire Ã©taient d'accord avec nous*, explique JÃ©rÃ©me Gleizes.

MÃªme si le vÃ©u adoptÃ© en dÃ©but de mois n'est pas contraignant, l'Ã©lu en est convaincu : *Je pense qu'Ã un moment ou un autre, on aura cette extinction*. En attendant, pendant que l'exÃ©cutif municipal tergiverse sur une extinction symbolique de la tour Eiffel, les Palestiniens continuent d'Ãatre massacrÃ©s et affamÃ©s Ã Gaza.

date crÃ©Ã©e
2025/07/24